



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20240408-lmc1325658-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mercredi 10 avril 2024  
Date de publication : 10/04/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 8 AVRIL 2024**

**NOMBRE D'ELUS  
METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 16**

**QUORUM : 9**

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2

**OBJET DE LA DECISION**

**N° 24/228**

**CONVENTION DE  
SERVITUDES ENTRE ENEDIS  
ET LA METROPOLE TPM  
POUR LA REALISATION DE  
TRAVAUX D'AMELIORATION  
DE LA QUALITE ET  
D'ALIMENTATION DU RESEAU  
ELECTRIQUE PARCELLES AL  
N°843 ET AL N°844 SISES 836  
RD 97 A LA GARDE -  
AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

**ABSENTS :**

Mme Nathalie BICAIS, M. Arnaud LATIL.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 24/228**

**BUREAU DU 8 AVRIL 2024**

**O B J E T : CONVENTION DE SERVITUDES ENTRE ENEDIS ET LA  
METROPOLE TPM POUR LA REALISATION DE  
TRAVAUX D'AMELIORATION DE LA QUALITE ET  
D'ALIMENTATION DU RESEAU ELECTRIQUE  
PARCELLES AL N°843 ET AL N°844 SISES 836 RD 97 A  
LA GARDE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1 et L5211-1,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le projet de convention, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, la société ENEDIS souhaite réaliser des travaux sur les parcelles cadastrées AL N°843 et AL N°844 lieu-dit « 836 RD 97 », appartenant au domaine public de la Métropole, située à La Garde,

**CONSIDERANT** que ces travaux consistent en la création de 2 canalisations souterraines, dans une bande de 1 mètre de large, sur une longueur totale d'environ 385 mètres linéaires ainsi que ses accessoires,

**CONSIDERANT** qu'il convient de signer la convention de servitudes au profit d'ENEDIS afin de permettre la réalisation de ce projet,

**CONSIDERANT** l'indemnisation de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour un montant unique et forfaitaire de 1 656 euros,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole à signer la convention de servitudes et tous les documents afférents à la mise en œuvre de cette convention et ses annexes.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que la recette correspondante sera imputée au Budget Principal 2024, section de fonctionnement, article 7083, opération 60601.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 8 avril 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

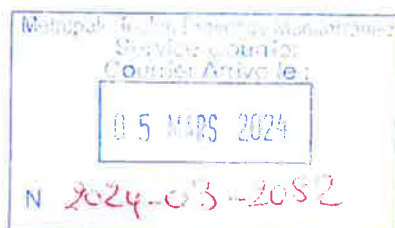
POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



Nom du prestataire : VRTP  
N° d'affaire Enedis : DE25/017719  
Libellé : ALIM C4 - 108kVA + 250kVA -  
ENEDIS LA GARDE COUDON- 836  
ROUTE DEPARTEMENTAL 97- LA  
GARDE  
Commune de : La Garde

**METROPOLE  
TOULON-PROVENCE-MEDITER  
RANEE**

Hôtel de la Métropole 107  
Boulevard Henri Fabre - CS 30536  
83041 TOULON CEDEX 9



le 29/02/2024

Madame, Monsieur,

Nous vous informons que nous sommes chargés par **Enedis** de l'étude relative à l'affaire citée en objet.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, les travaux envisagés doivent emprunter votre propriété.

A cet effet, vous trouverez ci-joint une convention ainsi que le plan en 4 exemplaires. Ces documents doivent être paraphés, datés et revêtus de votre signature.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous renvoyer, 4 exemplaires des documents complétés ainsi que des éléments éventuellement manquants à l'adresse suivante:

**ENEDIS Agence du Coudon**

**Adresse postale : à l'attention de M. DUPUIS Grégory Service Raccordement Ingénierie 836 RD 97, La Chaberte Lieu-dit, 83130 La Garde.**

**ou par mail : [gregory-externe.dupuis@enedis.fr](mailto:gregory-externe.dupuis@enedis.fr).**

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette étude, vous pourrez vous adresser à **DUPUIS Grégory** chargé de l'étude au **06 07 72 38 95**.

Nous vous remercions par avance de votre diligence et nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Bureau d'études



AFFAIRE : DE25/017719

**FICHE D'IDENTITE PROPRIETAIRE**  
**PASSAGE DE LIGNES ELECTRIQUES (souterraines ou aériennes)**  
**+ COFFRETS ET ARMOIRES**

☒ Câbles souterrains  
\* cocher la mention adéquate

☐ Câbles aériens

Adresse exacte d'implantation des ouvrages: 636 route départementale 97 83130 LA GARDE  
Référence(s) cadastrale(s) : Section(s) : .....AL.....Numéro(s) ...843 et 844..

Longueur totale des lignes électriques : .....385 ml.....  
Largeur totale de la tranchée : .....

**INDEMNITES :**

☒ Au titre de l'intangibilité des ouvrages, une indemnité unique et forfaitaire de mille six cent cinquante-six euros sera versée au propriétaire par ENEDIS.

*NB : L'indemnité ne sera versée qu' après régularisation de la convention de servitudes par acte notarié*

**IDENTITE DU PROPRIETAIRE**

☐ Personne morale (société, association)  
\*cocher la mention adéquate

☐ Personne physique (particulier)

Nom **ou** Dénomination sociale : .....  
Prénom **et/ou** Forme juridique (SA., SARL., SCI., EURL., SNC.) : .....  
Nationalité : ..... **ou** Capital social de : ..... €

Date de naissance **ou** de constitution : .....Lieu : .....  
Numéro du Registre du Commerce et des Sociétés : .....  
Adresse du siège social : .....

Personne habilitée à représenter la société ou l'association .....  
Qualité (PDG, Directeur, Gérant) : .....  
Adresse où doit être transmise la correspondance (si différente de l'adresse précitée):  
.....

Téléphone domicile : ..... Téléphone travail : .....

Copie du titre de propriété **ou** coordonnées du notaire détenant le titre : .....

**Si personne physique**

Nom et prénom du conjoint :  
Nom de jeune fille :

Régime matrimonial :

**Si collectivité locale**

Département ou Mairie de :

Nom et prénom de la personne habilitée à signer :

Adresse :

**Pour les copropriétés :**

Nom du promoteur (pour les nouvelles constructions) : .....

Nom du syndicat : .....

Adresse : .....

Nom et adresse du notaire chargé de rédiger le Cahier des Charges de la Société ou le règlement de copropriété : .....

Copie du Procès Verbal de l'Assemblée Générale qui a autorisée l'installation de l'ouvrage.

\*\*\*\*\*

Je Soussigné, .....  
autorise :

ENEDIS  
Direction Régionale Côte d'Azur  
Domaine Raccordement Ingénierie

BP 463  
83055 Toulon cedex .

à implanter sur la parcelle de terrain désignée ci-dessus dont je suis propriétaire, les câbles électriques souterrains ou aériens, conformément au plan ci-joint.

**Cet accord se traduira par la signature d'une convention de servitudes à intervenir entre ENEDIS et moi même.**

Fait à : ..... Le .....

Signature du propriétaire





## CONVENTION DE SERVITUDES

### CONVENTION CS 06

Commune de : La Garde

Département : VAR

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DE25/017719 ALIM C4 - 108kVA + 250kVA - ENEDIS LA GARDE COUDON- 836 ROUTE  
DEPARTEMENTAL 97- LA GARDE

Chargé de projet Enedis : MEYER Pierre

### CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

#### **La Société Enedis,**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Le Directeur Régional Enedis Côte d Azur Mr Pascal DASSONVILLE 104, Boulevard René Cassin, 06200 Nice, dûment habilité à cet effet,

(« Enedis ») d'une part,

**Et**

Nom \*: **METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE** représenté(e) par M. Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité(e) à cet effet

Demeurant à : Hôtel de la Métropole 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9

Téléphone : .....

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,

#### Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)
La Garde		al	843		
La Garde		AL	0844	LE REGANAS	

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement (\*) :

- ☐ exploitée(s) par-lui même.
- ☐ exploitée(s) par M. .... qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il les exploite lors de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.
- ☐ non exploitée(s)

(\* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles : veiller à bien rayer les mentions inutiles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits (mention aux textes agricoles à supprimer si le cas d'espèce n'est pas concerné et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client), sont convenues de ce qui suit :

## ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la(les) parcelle(s), ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 1 m mètres de large, 2 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 385 mètres ainsi que ses accessoires

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Encastrer un ou plusieurs coffrets(s) et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement ; arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

## ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er, à moins qu'il ne prenne en charge les coûts financiers associés au déplacement, enlèvement ou modification du (des) ouvrage(s) concerné(s).

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l(es) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.

## ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ Enedis verse au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature

résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er, une indemnité de 1656 € (mille six cent cinquante-six euros)

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

#### ARTICLE 4 – Responsabilités

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

#### ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

#### ARTICLE 6 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

#### ARTICLE 7 – Données à caractère personnel

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (**noms, prénoms, adresse, etc.**), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à Enedis, ses prestataires et le cas échéant aux tiers autorisés ou tout tiers qui justifierait d'un intérêt majeur.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données, de rectification, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (**adresse de l'unité**).

#### ARTICLE 8 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à Enedis des droits plus étendus que ceux prévus par le Code de l'énergie (art. L. 323-3 et suivants), elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître A DEFINIR notaire à A DEFINIR, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention....

Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Date de signature :

**Propriétaire (faire précéder de la mention manuscrite « Lu et approuvé »)**

Enedis

# PLAN DE CONVENTION

ALIM C4 – 108kVA + 250 kVA  
ENEDIS LA GARDE COUDON  
836 ROUTE DEPARTEMENTALE 97  
83130 LA GARDE

## Câbles Souterrains Basse Tension + Coffrets

(-A- X=946478.61 Y=6232181.9 / -D5- X=946724.40 Y=6232329.8)

### NUMERO D'AFFAIRE

DE25/017719

### CHARGE D'AFFAIRE

Pierre MEYER

Tel: 07.61.17.51.92

[pierre.meyer@enedis.fr](mailto:pierre.meyer@enedis.fr)

### IDENTIFICATION PROPRIETAIRE

Commune de LA GARDE

Section AL – Parcelle : N° 843/844

Propriété de :

METROPOLE TOULON  
PROVENCE MEDITERRANEE

Antenne de La Garde  
Direction Voirie-infrastructure  
Mr Fabrice DENEUX

### Ce dossier contient les éléments suivants :

- Plan de situation p. 2
- Plan cadastral p. 3
- Plan de projet p. 4

### DATE DE CREATION

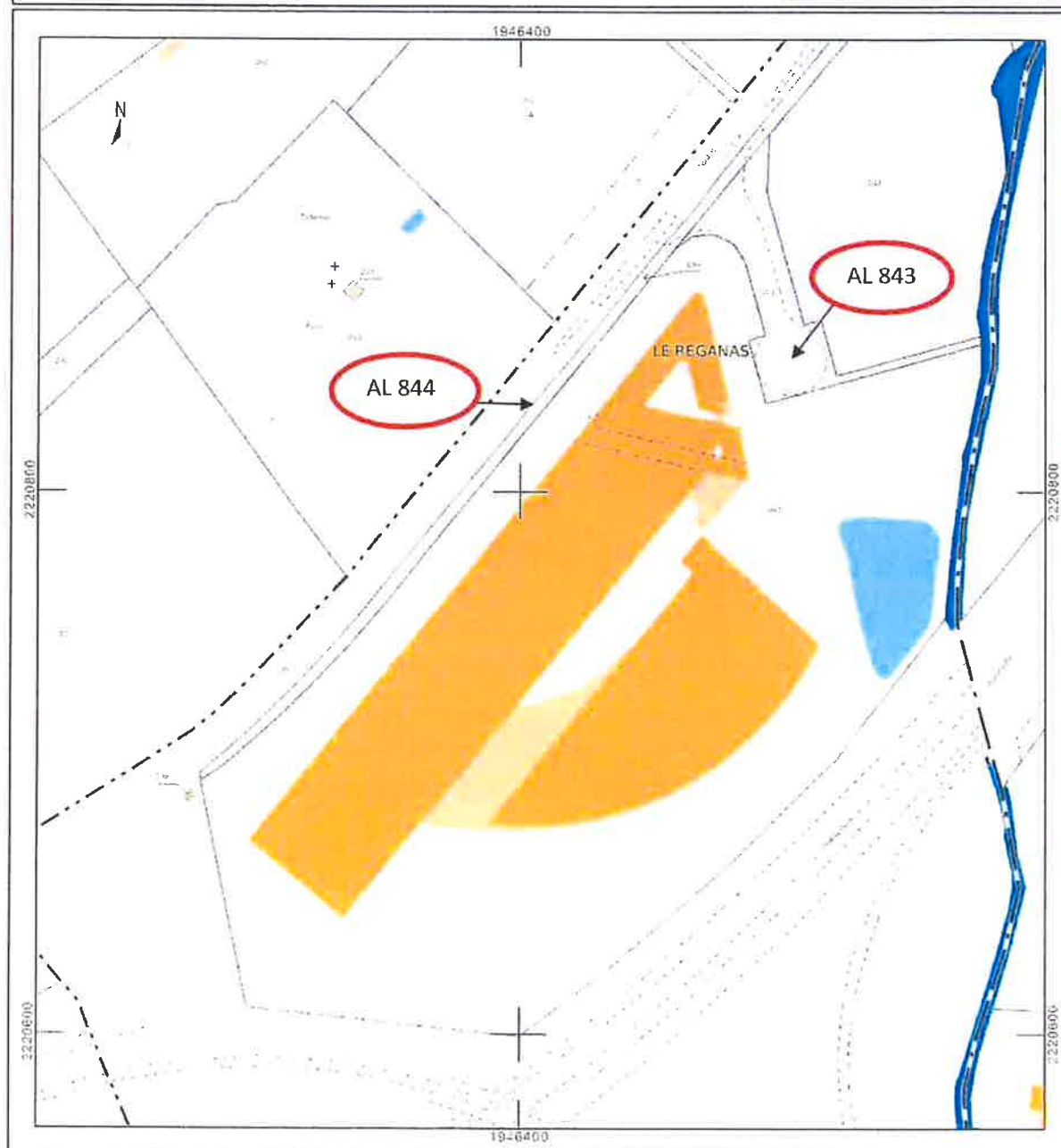
30/06/2022

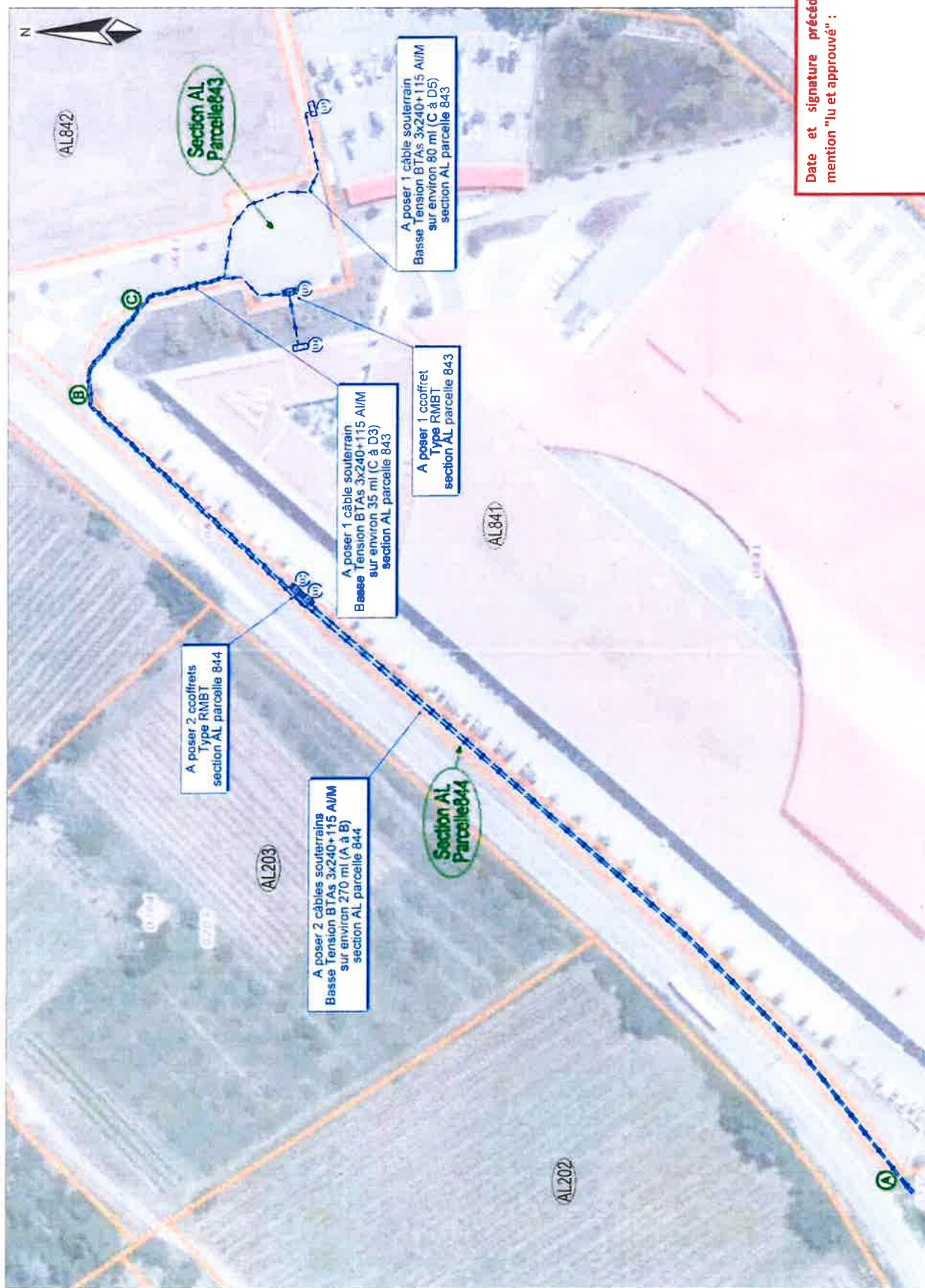
- Parapher chaque page du présent dossier, signer et dater la dernière page avec la mention "lu et approuvé" précédant la signature
- Parapher chaque page de la convention jointe, dater et signer la dernière page avec la mention "lu et approuvé" précédant la signature





Département : VAR  Commune : LA GARDE	DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL  <h2>PLAN CADASTRAL</h2>	Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant TOULON 171 avenue de Vert Coteau, CS 20127 83071 83071 TOULON CEDEX tél. 04 94 03 95 01 - fax cadif.toulon@cgl-p.finances.gouv.fr
Section : AL Feuille : 000 AL 01  Echelle d'origine : 1/2000 Echelle d'édition : 1/2000  Date d'édition : 01/07/2022 (fuseau horaire de Paris)  Coordonnées en projection : RGF93CC43 ©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics	Cet extrait de plan vous est délivré par  cadastre.gouv.fr	





Date et signature précédées de la mention "lu et approuvé" :

